

Pourquoi essaie-t-on de faire croire au peuple que le gouvernement fédéral actuel est un gouvernement accapareur, centralisateur, voleur des droits provinciaux, qui est en voie d'étendre son autorité sur l'enseignement au pays?

Enfin, pourquoi clame-t-on, dans certains milieux, que les conclusions du rapport Massey, en ce qui a trait à l'aide aux universités canadiennes, proposent un empiètement sur les droits provinciaux?

C'est le premier ministre du Canada lui-même qui, le 19 juin dernier, en présentant le rapport Massey, déclarait à la Chambre,—et je cite ses paroles que je trouve à la page 4396 des *Débats* français:

En annonçant cette mesure, je dois souligner que l'État a pour objet d'apporter un supplément nécessaire à l'aide financière dont les universités jouissent déjà de la part des gouvernements provinciaux. Nous espérons bien qu'aucun gouvernement provincial ne considérera qu'à cause de la participation fédérale à cette œuvre, il est relevé de ses obligations envers les institutions qu'il a soutenues jusqu'ici.

Et le premier ministre terminait sa déclaration par les mots suivants:

Je puis ajouter qu'en présentant ces vœux au Parlement, nous voulons éviter qu'on nous reproche éventuellement de nous immiscer de quelque façon dans les programmes d'instruction publique des provinces. C'est pour ce motif que nous désirons confier au ministre des Finances le pouvoir de solliciter l'avis et l'aide de la conférence des Universités canadiennes en vue de rédiger un règlement concernant la répartition de cette subvention suivant la population de chaque province et, dans chacune de celles-ci, proportionnellement au nombre d'étudiants inscrits dans les institutions en cause. On ne saurait prétendre, j'en suis sûr, concluait le premier ministre, qu'une telle manière d'agir porte la moindre atteinte à l'autonomie absolue des provinces ni des institutions provinciales d'enseignement supérieur.

Et n'est-ce pas le chef de l'opposition officielle à la Chambre (M. Drew) qui, parlant à la suite du premier ministre le 19 juin dernier, déclarait:

Je suis sûr que les députés accueilleront avec joie toute assistance de ce genre aux universités canadiennes. Il y a quelque temps, au nom du parti que j'ai l'avantage de diriger, j'ai proposé que ces subventions soient accordées le plus tôt possible. Naturellement donc, nous sommes heureux d'apprendre la décision de verser dès maintenant ces subventions, quelle qu'en soit l'étendue. Tout le monde, je crois, reconnaît également comme le premier ministre la nécessité d'établir une méthode qui laisserait aux autorités provinciales toute compétence sur l'enseignement dans la province.

Mais, ni les garanties formelles données par le premier ministre du Canada à la Chambre à ce sujet, ni même les déclarations de principes de son propre chef ne suffisent au député de Labelle (M. Courtemanche).

Si le député a les deux pieds,—et peut-être la tête,—dans le parti conservateur-progressiste, son esprit inquiet continue tout de même à planer dans les sombres nuages de la désunion nationale. C'est ainsi qu'il entend des voix. Et ce sont ces voix, sans aucun doute, qui lui ont dicté l'impérieux devoir de parler en cette enceinte, le 12 novembre dernier, pour dénoncer avec des accents vraiment touchants les conclusions du rapport Massey relativement à l'aide aux universités.

Son discours, comme celui, d'ailleurs, de plusieurs autres de même acabit, se résume à peu près à ceci: Cela vient d'Ottawa, donc ce n'est pas bon.

Son chef, le leader de l'opposition, chef du parti conservateur-progressiste au pays, a déclaré que cela était bon, urgent même, et constitutionnel. Lui, le député de Labelle, dit: Ce n'est pas bon, ce n'est pas urgent, et ce n'est pas constitutionnel. Et voilà le parti conservateur de nouveau pris à son jeu habituel. Une politique dans le Québec et une autre dans le reste du pays.

Pauvre parti conservateur! Il ne semble pas s'être amélioré beaucoup depuis que j'ai quitté ses rangs en 1944. Il nous offre souvent de bien tristes spectacles.

Voici l'un des principaux lieutenants du parti conservateur-progressiste dans la région de Montréal, qui dénonce les conclusions du rapport Massey comme étant un empiètement sur les droits des provinces, alors que son chef, je le répète, le leader de l'opposition, parlant au nom du parti auquel appartient le député de Labelle, non seulement n'y voit aucun empiètement aux droits provinciaux, mais déclare:

Au nom du parti que j'ai l'avantage de diriger, j'ai proposé que ces subventions aux universités soient accordées le plus tôt possible.

Et pourtant, Dieu sait que le chef de l'opposition ne manque pas d'occasions de parler d'autonomie provinciale à la Chambre, quand il croit que cela peut servir les fins de son parti.

Pauvre parti conservateur! Nous avons également vu récemment, en cette enceinte, que l'un des grands soucis de certains groupes de ce parti est de s'assurer que le nom Canada soit éternellement affublé d'une épithète coloniale démodée. Imaginez! Imaginez quelle épouvantable tragédie pour l'Empire! Le mot Dominion est en voie de disparaître de nos statuts et le Canada ne sera plus connu désormais que sous son vrai nom, Canada! C'est quelque chose d'épouvantable pour ces messieurs du parti conservateur.

A la propagande dirigée contre le rapport Massey par le député de Labelle (M. Courtemanche) et autres, aux attaques dont est